



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des  
Affaires juridiques



Numéro 347 - 8 décembre 2022

---

## Les chantiers de la Délégation interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques

Pour Michel Cadot, Délégué interministériel aux Jeux Olympiques et Paralympiques, la réussite des Jeux de Paris 2024 impliquera la mobilisation de tous les acteurs et à tous les échelons de l'Etat.

[Lire la suite](#)



## Institutions

### Les orientations du Semestre européen 2023

La Commission définit des orientations de coordination des politiques économiques pour aider à surmonter la crise énergétique et rendre l'Europe plus verte et plus numérique - Semestre européen 2023

[Lire la suite](#)

## Les collectes de générosité du public liées à la crise sanitaire – Enquête de la Cour de Comptes

Compétente pour contrôler l'emploi des ressources des organismes faisant appel à la générosité du public, la Cour des comptes a mené une enquête transversale visant à vérifier le bon emploi des dons et legs collectés en faveur de la lutte contre les effets de la pandémie.

[Lire la suite](#)



## Juridictions



### **Directive antiblanchiment de 2018 : invalidation d'une disposition prévoyant que des informations sur les bénéficiaires effectifs de sociétés soient accessibles au grand public**

La CJUE invalide une disposition de la directive antiblanchiment permettant l'accès du grand public aux registres des bénéficiaires de sociétés créées dans l'Union européenne, au motif que cette disposition constitue une ingérence grave dans les droits fondamentaux au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel qui n'est ni limitée au strict nécessaire, ni proportionnée à l'objectif poursuivi.

[Lire la suite](#)

### **Assujettissement de certaines associations à la taxe pour la création de locaux à usage de bureaux et de commerce**

Les principes d'égalité devant la loi et devant les charges publiques n'imposent pas que les personnes privées soient soumises à des règles d'assujettissement à l'impôt identiques à celles qui s'appliquent aux personnes morales de droit public. Certaines associations peuvent donc être

assujetties à la taxe pour la création des locaux à usage de bureaux et de commerce en Ile de France.

[Lire la suite](#)



## Commande publique

### **La CJUE précise l'articulation entre l'obligation de communication des informations aux candidats évincés et la protection de la confidentialité de ces informations**

La Cour de justice rappelle notamment que les pouvoirs adjudicateurs doivent apprécier au cas par cas, pour déterminer s'ils refusent à un soumissionnaire évincé l'accès à des informations transmises par les soumissionnaires et notamment l'attributaire, si elles ont une « valeur commerciale » qui ne se limite pas au marché concerné de telle sorte que leur divulgation serait susceptible de fausser la concurrence ou de porter atteinte à des intérêts commerciaux légitimes.

[Lire la suite](#)

### **Quatrième plénière de l'Observatoire économique de la commande publique du 22 novembre 2022**

L'Observatoire économique de la commande publique (OECF) a organisé le 22 novembre 2022 sa quatrième assemblée plénière, réunissant à la fois acheteurs publics, fédérations professionnelles et institutions, pour échanger sur les sujets d'actualité liés à la commande publique.

Cette séance a été l'occasion de faire le point sur l'état de la commande publique en 2021 en présentant les données du recensement et les travaux de l'OECF.

[Lire la suite](#)

## Finances publiques



### **Annulation de la surtaxe instituée pour la protection du patrimoine foncier en Polynésie**

Le Conseil d'Etat, dans une décision du 9 novembre 2022, a annulé les dispositions d'une loi de pays de Polynésie française visant à créer une hausse importante des droits d'enregistrement et de l'impôt sur les plus-values immobilières pour les acheteurs ne justifiant pas d'une durée de résidence d'au moins dix ans sur le territoire.

[Lire la suite](#)

### **Rapport de la Cour des comptes sur le contrôle de légalité et le contrôle des actes budgétaires en préfecture**

La Cour des comptes a publié le 21 novembre 2022 un rapport sur le contrôle de légalité et le contrôle des actes budgétaires des collectivités territoriales en préfecture(1). Ce rapport fait suite aux recommandations formulées par la Cour dans son précédent rapport sur le sujet en 2016.

[Lire la suite](#)

## Marchés



## Enquête de la DGCCRF sur la vente d'ameublement et de literie

La DGCCF réalise chaque année une enquête sur la vente d'ameublement et de literie afin de s'assurer du respect des normes régissant les pratiques commerciales. Il ressort des résultats de l'enquête portant sur l'année 2021 que plus d'un établissement contrôlé sur deux était en anomalie.

[Lire la suite](#)

## Précisions sur le calcul du montant des préjudices matériels

La Cour de cassation a rendu un arrêt le 22 novembre 2022 dans lequel elle donne des précisions quant au calcul du montant des préjudices matériels.

[Lire la suite](#)



## Questions sociales

## Réforme de la haute fonction publique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023

Quatre décrets et trois arrêtés du 23 novembre publiés au J.O. du 24 novembre concernent la réforme de la haute fonction publique qui s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 afin d'accompagner chaque étape du parcours professionnel dans un espace unifié que constitue le nouveau corps des administrateurs de l'Etat. Cette réforme prévoit également un nouveau régime indemnitaire harmonisé.

[Lire la suite](#)

## France, portrait social – étude de l'INSEE

L'INSEE a publié une étude « France portrait social » assortie d'une chronologie de l'année sociale et législative entre septembre 2021 et août 2022 et d'une quarantaine de fiches statistiques.

[Lire la suite](#)



## Applications mobiles – Plan d'action de la CNIL

La CNIL établit un plan d'action afin de protéger la vie privée des utilisateurs des applications mobiles.

[Lire la suite](#)



## Rapport de la Cour des Comptes : bilan du télétravail dans la fonction publique après la crise sanitaire

Dans un rapport du 22 novembre 2022, la Cour des Comptes procède à un bilan de la mise en place du télétravail dans la fonction publique : elle souligne les défis que pose sa mise en place pour les employeurs publics et estime qu'il s'agit d'une chance à saisir pour rénover l'offre publique de services aux usagers des services publics.

---

SUR LE SITE



Toutes nos rubriques



Archives des numéros précédents

Partager



### [S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Sébastien Brisard, Susie Bruno, Shirley Du Parc, Audrey Ferdinand, Marie-France Koeffler/ Bandeau : Aphanis / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage : Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo : Droits réservés.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel [lettre.daj@finances.gouv.fr](mailto:lettre.daj@finances.gouv.fr).

[Se désinscrire](#)